

Pour quelques tonnes de pommes et de fromage

► Derrière le choix d'un avion, un mano a mano entre militaires et diplomates

Dans tous les pays du monde, les achats d'armement brassent moult intérêts divergents. Il est courant que militaires et diplomates d'un pays ne tirent pas à la même corde. La Suisse n'y échappe pas, comme l'illustre le dossier électronique sur le Mirage de la base Dodis.ch. Quand la Suisse commande 100 Mirage à Dassault, sa diplomatie ne s'en réjouit pas. «Du point de vue commercial et politique», le Département politique (l'actuel Département des affaires étrangères) privilégie l'achat du Draken, l'ancêtre du Gripen, déjà produit par le suédois Saab. L'achat du Mirage, craignent les diplomates, peut «créer un certain malaise au sein de l'AELE». Leur patron, le conseiller fédéral Max Petitpierre, souli-

gne: «Du point de vue de notre politique de neutralité, il aurait été préférable d'acheter en Suède plutôt qu'en France.»

Soigner la Suède

La Suède est cofondatrice de l'Association européenne de libre-échange avec la Suisse, tandis que la France fait partie de la Communauté économique européenne, avec laquelle la Suisse conserve ses distances. Durant la Guerre froide, Berne cherche à cultiver «une relation spéciale» avec Stockholm, rappelle l'historien Sacha Zala. Le royaume nordique assume sa neutralité de façon plus libérale que la Confédération, mais il inspire un grand respect aux élites suisses, militaires compris. La France est un voisin incontournable, mais c'est la lointaine Suède, vue comme un partenaire privilégié, qu'il faut soigner, car elle partage la même philosophie en matière de défense, de commerce et de diplomatie.

A l'époque, le Mirage est le premier choix des militaires. A la manœuvre de bout en bout pour imposer leur préférence, ils ont raison des réserves politiques. C'est l'inverse qui se produit un demi-siècle plus tard avec le choix du Gripen. Les pilotes militaires souhaitent le Rafale de Dassault. Les fuites rendant publics des rapports notant mal le Gripen leur sont directement attribuées. Las, leur chef, le conseiller fédéral Ueli Maurer, ne les écoute pas. Issu du parti le plus anti-européen du pays, le patron de la Défense semble répugner à l'idée de traiter avec un grand pays de l'Union européenne, la France pour le Rafale ou l'Allemagne pour l'Eurofighter. Maurer voit dans l'origine suédoise du Gripen l'atout vanté hier par Max Petitpierre: la fidélité à la neutralité de la Suisse.

Ce retournement est d'autant plus spectaculaire que le choix du Gripen intervient à un moment où la relation bilatérale avec la France

est altérée. Des élus à Berne ont espéré que le Conseil fédéral choisirait le Rafale pour se donner un atout contre Paris. Il s'agit de modérer l'hostilité française au secret bancaire et de calmer les ardeurs fiscales du grand voisin aux abois. Le chef du DDPS a toujours défendu l'absence de lien entre l'avion de combat et le secret bancaire. Le Conseil fédéral ne l'a pas contredit. On saura peut-être un jour, quand les procès-verbaux des séances du gouvernement seront déclassifiés, si cette position a divisé le Collège.

Carte commerciale

Des documents diplomatiques relatifs à l'affaire du Mirage montrent que le Conseil fédéral, au moment de son choix, songe à utiliser cette carte commerciale pour influencer la France dans quelques questions bilatérales en suspens. Il veille à ne pas établir un lien direct entre l'achat de l'avion et des dossiers d'une autre nature. Il a

toutefois dressé sa liste de desiderata. Dans un courrier confidentiel, il invite l'ambassadeur de Suisse en France, Pierre Micheli, à trouver «le meilleur chemin» pour que le gouvernement français en soit informé. L'industriel Dassault est pressenti pour tenir le rôle d'intermédiaire: il a fait des promesses en négociant le contrat, qu'il les tienne en relayant les attentes suisses à ses relais français au plus haut niveau.

L'appétit de Berne paraît toutefois modeste. Il s'agit surtout de lever quelques obstacles au commerce entre les deux pays. Arracher des faveurs pour exporter davantage de pommes et de fromage; effacer les obstacles que Brown Boveri rencontre pour vendre ses turbines à Electricité de France; obtenir aussi de la France qu'elle renonce à recruter des mineurs suisses pour la Légion étrangère. On est loin des enjeux découlant de l'agonie du secret bancaire, qui ont récemment été dramatisés par la partie suisse. **F.Mx**